



## LE FAIT DU JOUR

### ZOOM | Déjà 650 Ukrainiens scolarisés en France

ALINE GÉRARD

**ILS S'APPELLENT NIKITA,** Maxime, Liza, Mariia, Yanna... Hauts comme trois pommes ou ados, isolés par la barrière de la langue, séparés brutalement du reste de leur famille par leur exode précipité sous les bombes, ils font peu à peu connaissance avec leurs nouveaux camarades de classe.

Jeudi, ils étaient 265 enfants ukrainiens scolarisés en France, un chiffre qui a plus que doublé en l'espace d'un week-end. « On en compte désormais 650 », précise-t-on dans l'entourage de la ministre déléguée Marlène Schiappa, à l'issue de la réunion du centre interministériel de crise qui s'est réunie, ce lundi matin, au ministère de l'Intérieur, afin de coordonner au mieux l'arrivée des réfugiés.

En une semaine, leur nombre a été multiplié par trois : 13 500 personnes, des femmes, des enfants pour l'essentiel, alors que le gouvernement se dit en capacité d'en accueillir « à court terme » 50 000 et travaille déjà sur un scénario de 100 000 réfugiés.

#### « On les sent rassurés d'être pris en charge »

À Senlis (Oise), depuis lundi dernier, dix jeunes Ukrainiens de 5 à 14 ans se rendent chaque matin à l'école Notre-Dame du Sacré-Cœur. « Ils sont de plus en plus à l'aise », confie Corinne Gefflot, la directrice de l'établissement catholique où les enfants ont déjà appris quelques mots de français. « Dans le public, une quinzaine d'autres ont été répartis

dans les écoles de la région picarde, précise le recteur de l'académie d'Amiens. On aide parallèlement les enseignants à accueillir ces élèves. »

« L'école de la République a toujours ouvert ses portes à tous les enfants. On vient de le faire pour les enfants afghans, il n'y a pas de raison qu'on n'y arrive pas avec les enfants ukrainiens », assure Stéphane Paroux, coordinateur du Casnav de Paris, ce dispositif dépendant de l'Éducation nationale qui se charge, au niveau académique, d'évaluer les enfants ne parlant pas le français.

« La semaine dernière, on a testé un premier groupe de onze ados en français et en mathématiques. Ce lundi matin, on vient de refaire une seconde session d'évaluation pour douze autres avec l'aide de traducteurs. L'ambiance était très calme, raconte cet enseignant. On les sent rassurés d'être pris en charge. »

Au sein de l'Éducation nationale, les élèves allophones sont accueillis au sein d'unités pédagogiques baptisées UPE2A. Ils y bénéficient d'un enseignement renforcé en français, tout en étant inscrits dans une classe ordinaire. « Ce n'est qu'une fois qu'ils se sentent totalement à l'aise qu'ils les quittent. C'est du sur-mesure », précise Stéphane Paroux, qui ne se fait guère de soucis pour les nouveaux arrivants. « Globalement, leur niveau scolaire est tout à fait satisfaisant, certains parlent même l'anglais et il y a des places disponibles dans les éta-

blissements parisiens. »

Le système scolaire ne risque-t-il pas de tanguer sous l'effort ? « Pour l'instant, l'Éducation nationale fait face, et c'est tant mieux : ces enfants victimes de la guerre doivent retrouver au plus vite des repères, de la stabilité, une vie d'enfant, mais, à terme, cela risque d'être un vrai défi à relever, relève Guislaine David, porte-parole du Snuipp-FSU, premier syndicat dans le primaire. Le problème est qu'en UPE2A on risque de manquer d'enseignants formés, pointe-t-elle. Il faudrait aussi des psychologues scolaires pour prendre en charge leurs traumas. »



Les petits Ukrainiens bénéficient d'un accueil spécifique afin de leur permettre de maîtriser rapidement le français.

LP-PHOTOBOULE/PATRICK TOHIER

